Pour un adieu à la rente : l'arbre

Par Nadji Safir, sociologue

Dans un ouvrage remarquable, tout particulièrement stimulant au plan intellectuel et dont je conseille très vivement la lecture (*Effondrement – Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* – Gallimard – Essais – 2006), l'environnementaliste-géographe américain Jared Diamond présente ce qu'il appelle une «feuille de route des facteurs contribuant à l'échec de la prise de décision de groupe» dans laquelle il distingue quatre étapes successives pour rendre compte de situations graves face auxquelles certaines sociétés n'ont pas pris les bonnes décisions. En l'occurrence, celles qui leur auraient probablement permis de survivre :

- i) ne pas avoir été en mesure d'anticiper les problèmes ;
- ii) une fois les problèmes survenus, ne pas avoir été en mesure de les percevoir ;
- iii) une fois les problèmes survenus et perçus, ne pas avoir essayé de les résoudre ;
- iv) une fois les problèmes survenus et perçus, malgré l'action effectivement conduite pour les résoudre, ne pas avoir été en mesure de les résoudre.

En essayant d'appliquer aux évolutions du pays cette grille de lecture qui me semble pertinente, je considère que deux questions essentielles, immédiatement, se posent : d'abord, évidemment, celle visant à caractériser la nature des problèmes ; ensuite, celle tentant d'évaluer la situation du pays par rapport aux quatre étapes successives définies.

En ce qui concerne la caractérisation fondamentale des problèmes que vit le pays, je pense que, sans équivoque aucune, il convient de mettre au centre de toutes les préoccupations la nature rentière systémique de son économie. Allant dans ce sens, tous les indicateurs sont clairs et toutes les analyses ont depuis longtemps été faites aux plans national et international par les observateurs et analystes les plus divers qui établissent un constat sans appel ; moi-même j'ai déjà, dans ces colonnes, présenté les chiffres les plus significatifs. Qui sont ceux d'une économie nationale très gravement affectée – comme gangrenée – par un syndrome particulièrement aigu de «malédiction des ressources» qui a complètement ravagé ses activités de production de biens et de services et l'a laissée entièrement dépendante des seules ressources rentières liées à la valorisation des hydrocarbures sur le marché mondial. A cet égard, il est clair que la «fuite en avant» enregistrée sous la forme de «surinvestissement » relatif dans les infrastructures — officiellement présentée comme un important acquis – ne règle absolument aucun des problèmes de fond de l'économie qui demeurent entiers. Plus grave même, tout se passe comme si la société, dans ses diverses composantes et logiques, aussi était, progressivement de plus en plus imprégnée par des logiques rentières qui y deviennent dominantes et dont la principale conséquence réside dans une grave dévalorisation sociale de l'effort physique et intellectuel, remplacé par des stratagèmes individuels et collectifs visant en priorité l'accès aux ressources rentières.

Or, de toute évidence, par leur nature fossile même, ces hydrocarbures ont une durée de vie limitée qui, dans le cas particulier de l'Algérie, en raison de réserves relativement limitées, ne relève pas d'un horizon de très long terme. Sur la base d'un tel constat, les solutions sont évidentes et consistent bien évidemment en une réduction de la dépendance de l'économie par rapport à ces ressources rentières en initiant, promouvant et développant des activités de production de biens et de services. Auxquelles doivent s'ajouter – très étroitement et structurellement liées à elles – les activités de production de connaissances, de plus en plus décisives dans le contexte mondial d'une économie de la connaissance, désormais dominante. Et c'est ainsi, qu'allant tout formellement dans ce sens, portés sur la place publique depuis de très nombreuses années, notamment sous la forme de diverses appellations plus ou moins officiellement assumées — «après-pétrole», «exportations hors-hydrocarbures», etc. — des programmes officiels d'action économique reviennent dans le débat public, de manière lancinante.

Malheureusement, force est de constater que, jusqu'à présent, ces programmes sont tous demeurés au stade du vœux pieux ou de la simple incantation et les réalités structurelles de l'économie algérienne n'ont que très peu changé, continuant de buter sur un obstacle qui semble insurmontable, fonctionnant comme une barrière aussi invisible que bien réelle, une sorte de «plafond de verre», celui de la production effective de biens, services et connaissances.

D'autant que cette production, si elle devait voir le jour, ne peut plus être envisagée dans le seul cadre d'une hypothétique et désormais impossible autarcie nationale, mais bien en tenant compte, d'abord, de toutes les évolutions du nouveau contexte économique mondial dans lequel cette production postulée – tant publique que privée – doit s'insérer pleinement et activement, d'abord par la qualité et la compétitivité internationalement significatives de ses biens, services et connaissances.

Au final, il est donc clair que le principal problème auquel est actuellement confrontée la société algérienne est celui de démontrer ses capacités à effectivement créer des richesses par le travail physique et intellectuel de ses membres en les organisant à cet effet, sortant ainsi d'un cercle vicieux rentier particulièrement aigu et de plus en plus inquiétant. En raison d'un épuisement inéluctable des ressources rentières actuellement exploitées, de la solution qui sera concrètement et urgemment apportée à ce problème de création de richesses par le travail va directement dépendre, dans un premier temps, la cohésion de la société algérienne ; puis, dans une seconde étape, sa survie même, probablement au sens fort du mot, plus le temps à trouver les solutions requises sera long. Et ce, d'autant plus que le pays est situé dans une zone géographique à très haut risque – en raison de la double crise climatique et écologique en cours et encore à ses débuts — particulièrement exposée à des perspectives certaines de dégradation des conditions objectives, à la fois, de production des biens et services et de vie des populations, directement liées à une réduction de la pluviométrie – déjà limitée – et à une progression de la désertification. Or, à ce premier ensemble de facteurs de risques – plutôt «naturels» – s'en ajoute un second procédant des évolutions prévisibles économiques, sociales et politiques de tous les pays composant l'espace saharo-sahélien, immédiat et plus lointain. Lui-même soumis, entre autres, aux pressions, directement et indirectement, exercées par l'extraordinaire explosion démographique de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, il devrait se transformer en une vaste zone d'instabilité – marquée par de très importants mouvements de populations de toutes natures – dont les conséquences pèseront directement sur la stabilité du pays.

A la lumière de toutes ces considérations, si nous revenons à la «feuille de route» de Jared Diamond, eu égard au problème nettement identifié comme absolument incontournable de nécessaire production de biens, services et connaissances et si nous voulons situer où se trouve actuellement le pays par rapport aux quatre étapes indiquées, je dirais qu'aujourd'hui il est à l'étape III (une fois les problèmes survenus et perçus, ne pas avoir essayé de les résoudre). En effet, nous avons clairement dépassé l'étape II (une fois les problèmes survenus, ne pas avoir été en mesure de les percevoir), puisque la perspective d'une économie productive non rentière, comme incontournable solution aux problèmes du pays, a été clairement perçue et fait l'objet d'un très large consensus national – même formel — depuis longtemps déjà. Nous sommes donc, au moins, dans l'étape III (une fois les problèmes survenus et perçus, ne pas avoir essayé de les résoudre), puisque nous continuons depuis plusieurs années d'essayer de résoudre les divers problèmes empêchant l'avènement de cette économie productive non rentière, du moment que sur la base d'une évaluation objective de la situation actuelle, ils demeurent toujours posés.

> ***Il est désormais grand temps, près de 60 ans après sa création, de rendre le Front de libération nationale à la mémoire collective nationale, en le délivrant des actuelles manipulations politiciennes, étroitement partisanes, et ce, en interdisant strictement l'utilisation du recours à l'appellation de FLN à tout parti politique ; décision qui n'a déjà que trop tardé.***

En fait, la question qui se pose est celle de savoir si nous avons réellement cherché à les résoudre, en nous dotant des moyens nécessaires en termes de visions, politiques et moyens dans tous les domaines concernés : institutions, gouvernance, ressources humaines et financières, capacités d'accueil des investissements directs étrangers, etc. Je considère que non, car, jusqu'à présent, les politiques mises en œuvre n'ont pas réellement pris en charge les véritables problèmes posés qu'elles ne cessent de contourner, en faisant semblant de les traiter. Alors que, dans les faits, elles demeurent à un stade virtuel, très éloigné des véritables réalités économiques et sociales à transformer dont elles semblent redouter le contact direct. Or, de cette réponse, absolument déterminante, va dépendre l'enjeu crucial de savoir si l'inquiétante, voire fatale dérive évoquée vers l'étape IV (une fois les problèmes survenus et perçus, malgré l'action effectivement conduite pour les résoudre, ne pas avoir été en mesure de les résoudre) est déjà engagée ou non. Ou bien encore, quand bien même elle serait engagée, ses conséquences sont-elles déjà irréversibles ?

De ce point de vue, ma propre évaluation est qu'aujourd'hui, il n' y a rien de définitivement joué, mais que le temps presse, surtout parce que nous vivons, à l'échelle mondiale, une période de profondes transformations dans laquelle le facteur temps, précisément, est de plus en plus décisif. De fait, il joue clairement contre nous, car dans la reconfiguration du monde en cours, caractérisée par une exacerbation croissante des enjeux de compétitivité, quiconque n'avance pas, nécessairement recule en termes de positionnement relatif. Et c'est donc dire si le pays, plus que jamais dans son histoire moderne, est à l'heure de choix cruciaux – certainement vitaux, au sens fort – car il a atteint un seuil critique de basculement potentiel tout à fait sensible, puisque porteur de risques graves, mais aux conséquences non encore irréversibles – jusqu'à quand ? – et à partir duquel tout est encore possible.

Soit une véritable prise en charge des graves problèmes systémiques bloquant l'émergence et la consolidation d'une économie productive non-rentière. Soit, au contraire, une dérive vers une spirale descendante, conduisant progressivement à un «scénario-catastrophe» dominé par une incapacité, de plus en plus marquée, à résoudre les problèmes rencontrés, comme indiqué dans l'étape IV.

Ce positionnement à la croisée des chemins qui intervient dans un contexte interne caractérisé par la proximité d'une double célébration sur une courte période, 2012-2014, de deux anniversaires importants pour l'histoire nationale — 50e anniversaire de l'Indépendance et 60e du déclenchement de la guerre de Libération nationale – indique que le pays entre aussi dans une phase nouvelle.

Par delà les différents aspects symboliques, strictement liés à la célébration formelle des deux importants anniversaires concernés, il faut être conscient que, de toute évidence, dans les quelques années qui viennent – cinq tout au plus – le pays aura parachevé un important cycle de son histoire contemporaine, caractérisable comme celui du recouvrement de la souveraineté nationale.

En effet, quelles que soient les conséquences – tangibles et non tangibles – encore sensibles de la colonisation dans tous les domaines de la vie de la société algérienne, nous pouvons certainement considérer qu'elles ont depuis longtemps déjà un effet moins important que toutes celles résultant de l'ensemble des actions menées dans le pays depuis 1962. En réalité, une nouvelle société algérienne, n'ayant plus que des rapports de moins en moins sensibles avec la phase coloniale, est née et fonctionne selon des logiques qui lui sont désormais propres ; lesquelles sont également activement façonnées, bien sûr, par l'incontournable environnement international, tel qu'animé par les divers processus de mondialisation en cours et auxquels, en tout état de cause, nous participons.

Ainsi, en 2015 – demain donc – référence toute symbolique de la nouvelle phase évoquée, en conservant la structure actuelle par âge de la population – qui sera de l'ordre de 38 millions d'habitants – sensiblement 95% des Algériens seront nés en 1950 et après, c'est-à-dire qu'ils avaient en 1962, au plus 12 ans et qu'en conséquence la guerre de Libération nationale est pour eux, au mieux, un souvenir d'enfance, plus ou moins vivant, selon le cas.